

Il y a quelque temps, les éditions Folio faisaient paraître un pamphlet de Dany-Robert Dufour au ton très sarcastique intitulé *Le Divin Marché*<sup>1</sup>. Rédigée sous la forme de dix commandements formulés par le libéralisme, toute la critique du livre de Dufour tient en ceci : le libéralisme procède d'une conception fautive de la liberté – celle que Platon dénonçait en son temps à l'encontre de la démocratie – et qu'Hegel a parfaitement identifiée : la confusion entre la liberté et le caprice, le désir d'une jouissance absolue. Le libéralisme – qui est un culte du moi et une exaltation des intérêts personnels – tend naturellement à l'hybris ; il n'admet aucune limite et mène mécaniquement à l'affirmation exacerbée d'un moi délivré de toute entrave. Si plusieurs remarques sont justes, on pourra déplorer un certain nombre d'outrances. Une difficulté du livre étant qu'à plusieurs reprises Dufour semble parler du postmodernisme plus que du libéralisme. En effet, la thèse n'est pas sans poser problème : est-ce bien l'essence du libéralisme qui est à incriminer comme il est dit en introduction ou en sont-ce des aspects contingents ?

L'introduction appelle à une vision globale du libéralisme. Dufour précise qu'il faut examiner tous les pans de son influence sur la société : art, inconscient, etc. et pas seulement l'économie. Le libéralisme tient lieu de nouvelle religion et c'est un nouveau décalogue qu'il convient d'examiner.

Dans un premier chapitre, Dufour dénonce une déviance : avec le libéralisme actuel, le sain individualisme a laissé place à l'égoïsme. Celui-ci est paradoxalement mis au service de la consommation de masse. L'articulation entre les deux tient au fait qu'« il faut que chacun se dirige *librement* vers les marchandises que le bon système de production capitaliste produit pour lui. Je dis bien " librement " car, forcé, il résisterait. »<sup>2</sup> Ici, on ne peut s'empêcher de songer au mot de Bossuet qui n'a pas dit que des énormités : « Quand une fois on a trouvé le moyen de prendre la multitude par l'appât de la liberté, elle suit en aveugle pourvu qu'elle en entende seulement le nom. »<sup>3</sup> Dufour en tire la conclusion que « notre société est donc en train d'inventer un nouveau type d'agrégat social mettant en jeu une étrange combinaison d'égoïsme et de grégarité. »<sup>4</sup> La suite du chapitre est consacrée à l'analyse du rôle de la télévision dans cette formation. En effet, selon Dufour, la télévision se substitue à la famille et « a pour objet d'homogénéiser les comportements, de façon à conquérir les marchés et par là même de maximiser la rentabilité »<sup>5</sup>. Le chapitre deux dénonce la volonté de s'exempter de la nature. Nous n'admettons même plus les contraintes imposées par la nature comme par exemple les différences sexuelles et voulons décider de notre genre. Le désir de parenté des homosexuels est à entendre en ce sens. On comprend ainsi que la critique de Dufour porte largement sur le relativisme ou le postmodernisme. Il n'est pas si évident qu'il faille rapporter cela au libéralisme. En effet, ces critiques sont aussi

celles de Raymond Boudon par exemple<sup>6</sup>. A moins de taxer Boudon d'inconséquence, il paraît difficile de les rapporter au libéralisme. Ce chapitre est indéniablement le plus faible. En effet, Dufour s'appuie sur une différence de fait entre les couples hétérosexuels et les couples homosexuels. Mais on serait en droit de lui demander depuis quand le fait détermine le droit. On pourra également s'étonner de surprenantes approximations. Ainsi l'identification explicite entre être et génotype<sup>7</sup> paraît assez dérisoire. De même, quid de la différence si primordiale et si évidente à tout enfant adopté entre parents et géniteurs ? Enfin, plus généralement, cette exaltation de la nature paraît plus que discutable. A ce titre, c'est toute la médecine qui prétend lutter contre certaines contraintes naturelles qu'il faudrait condamner. Dans un troisième chapitre plus pénétrant, Dufour affirme que la modernité n'est pas a-religieuse ; en effet, elle a divinisé le Marché. De fait, il est incontestable que le libéralisme est devenu une nouvelle religion - il n'est qu'à écouter la véritable " libérolâtrie " dont font preuve ses thuriféraires. Dufour commence par analyser le besoin de dieu qu'il rattache à la finitude humaine avant de soutenir, en s'appuyant notamment sur les travaux de François Dermange<sup>8</sup>, que la réflexion d'Adam Smith est avant tout d'ordre théologique : la fameuse « main invisible » par exemple n'étant ainsi que la transposition économique de la Providence.

# Dany-Robert Dufour Le Divin Marché



folio essais

Dans le même ordre d'idées, on pourrait rappeler combien la notion d'intérêt particulier doit au janséniste Pierre de Boiguilbert précurseur de l'économie qui, dans son anthropologie pessimiste l'attribue à l'égoïsme après la chute. Le quatrième chapitre poursuit cette analyse en remarquant que nous avons confondu transcendant (lequel renvoie à la religion) et transcendantal (lequel renvoie à la raison). C'est de ce dernier que nous sortons alors qu'il est libérateur contrairement au premier. Dufour y oppose les deux figures de Kant et de Smith dont il fait deux héritiers de Newton. Si Kant s'efforce d'être le Newton de la métaphysique et en vient à proposer une conception immanente mettant fin à la métaphysique dogmatique, Smith veut être le Newton de la morale et en reprend la dimension téléologique - Newton était en effet l'un des plus ardents défenseurs de ce que Kant appellera la preuve physico-théologique : la tentative de prouver l'existence de Dieu à partir du caractère harmonieux du monde. On retrouve cette même dimension téléologique chez des auteurs comme Hayek, Friedman, etc. Dans le chapitre suivant, Dufour déplore le fait

que nous ayons instauré une gouvernance qui est en fait la dérégulation en lieu et place du gouvernement croyant ainsi acquérir plus de liberté alors que cela ne favorise que les plus puissants. Cela conduit à une société sans lien qui n'est que le lieu d'affrontements des intérêts particuliers. Là où le gouvernement correspond à un pouvoir hiérarchique, vertical, la gouvernance renvoie à un pouvoir horizontal. Or, cette prétendue horizontalité dissimule en réalité une véritable « dictature des actionnaires » dont l'objectif est la suppression de l'Etat pour une autorégulation des intérêts privés. Dufour rappelle à cette occasion que l'égalité qui est mise en avant est parfaitement illusoire : « Certes on dit que la gouvernance, c'est la capacité de chacun de tenir sa place, c'est-à-dire de défendre rationnellement ses intérêts - ce qui montrerait la nature profondément démocratique de la gouvernance. Mais c'est oublier un peu vite que certains de ces intérêts, beaucoup plus puissants que les autres, disposent d'emblée des moyens nécessaires pour remporter la décision qui leur convient. »<sup>9</sup> Pour cette seule phrase, beaucoup sera pardonné à Dufour. Il n'y a derrière cette prétendue gouvernance démocratique que rapacité maquillée en justice. On se souvient en effet qu'une partie importante de l'argumentaire libéral tient en sa théorie dite du ruissellement à savoir l'idée que les plus pauvres bénéficient de l'enrichissement des plus riches, enrichissement qu'il convient donc de ne pas entraver. De même Hayek passe une partie importante de son ouvrage *La route de la servitude* à nier l'idée que l'argent aille à l'argent. C'est pour montrer l'inanité d'un tel déni de réalité que Dufour rappelle que le patrimoine des 300 personnes les plus riches est supérieur à celui des 3 milliards les plus pauvres. Le chapitre suivant est consacré à une conséquence de cette déviance. Le refus de toute contrainte et l'exaltation du moi<sup>10</sup> font percevoir l'enseignement comme une atteinte insupportable à la liberté car le rôle de l'école est d'apprendre à domestiquer ses passions, bref à « s'avoir ». Les élèves perçoivent l'éducation comme une contrainte qu'il faut subir parce qu'elle bride leurs désirs. Ils y voient donc une atteinte insupportable à leur liberté. Et de fait, quel enseignant n'a jamais entendu ses élèves dénoncer l'enseignement comme une forme d'oppression voire de propagande ? C'est donc bien une conception fautive de la liberté qui est ici en jeu, celle que Spinoza dénonçait quand il écrivait : « Une opinion vulgairement répandue nomme esclave celui qui agit sur l'ordre d'un autre, et homme libre celui qui se conduit comme il le veut. Cette manière de voir n'est pas tout à fait conforme à la vérité. En fait, l'individu entraîné par une concupiscence personnelle au point de ne plus rien voir ni faire de ce qu'exige son intérêt authentique est soumis au pire des esclavages. Au contraire, on devra proclamer libre l'individu qui choisit volontairement de guider sa vie sur la raison. Quant à la conduite déclenchée par un commandement, c'est-à-dire l'obéissance, bien qu'elle supprime en un sens la liberté, elle n'entraîne cependant pas immédiatement pour un agent la qualité d'esclave. Il

faut considérer avant tout, à cet égard, la signification particulière de l'action. »<sup>11</sup> Il faut noter ici cependant que les auteurs auxquels s'en prend Dufour appartiennent plus assurément à la tradition postmoderne qu'au libéralisme. En effet, ses cibles sont ici Foucault qui traite de la coercition indépendamment de ce que Spinoza appelait « la signification particulière de l'action », c'est-à-dire sans savoir si la coercition est à des fins égoïstes ou dans l'intérêt de celui qui la subit, Bourdieu et sa violence symbolique faisant de la culture un moyen d'oppression, Deleuze dont *L'Anti-Œdipe* avec ses concepts de déterritorialisation et de schizophrénie va dans le sens de cette prétendue libération ou Barthes et son fameux fascisme de la langue. Le septième chapitre est justement consacré à cette question de la langue : on se serait attendu à une critique de Barthes, Dufour y dénonce surtout Bourdieu qui fait, selon lui, rentrer la langue dans l'économie. Ce chapitre est l'occasion de quelques rapprochements surprenants, Dufour y dénonce pêle-mêle la sociologie de Bourdieu qui, sous prétexte de ne pas vouloir soumettre le peuple le méprise et qui fait de la langue le lieu des rapports de forces et non des rapports de sens, la féminisation des mots, etc., tout ceci procédant d'un refus de l'autorité. On y trouvera quelques morceaux de bravoure qui feront pleurer de joie tous ceux qui sont lassés d'un certain discours ambiant comme ce passage consacré aux poses de rebelles : « On croit qu'il suffit de se soustraire aux règles en cours pour se singulariser. Et pouvoir ainsi devenir soi-même. En fait c'est le meilleur moyen de rentrer dans le troupeau : on se retrouve avec les autres dans quelques gimmicks certifiés illégaux qui garantissent qu'on est bien affranchi de la vieille législation oppressive. Le problème, c'est qu'en ayant voulu se singulariser à bon compte, on s'est mis à ressembler à tout le monde. »<sup>12</sup> Le huitième chapitre intitulé « Le rapport à la loi : Tu violeras les lois sans te faire prendre ! »<sup>13</sup> se veut plus général : il présente le libéralisme comme tendant à s'affranchir des lois perçues comme des entraves à la satisfaction des intérêts et leur substituant la procédure qui consiste à arbitrer entre lesdits intérêts. Dufour y mène une attaque virulente contre le libéralisme assimilé à de la filouterie.<sup>14</sup> Certaines remarques portent juste comme le caractère « libéralo-compatible » des groupes de "gangsta-rap" qui clament haut et fort qu'ils veulent seulement s'enrichir par tous les moyens.<sup>15</sup> La suite du chapitre s'efforce de montrer que les activités criminelles et la corruption sont « parfaitement intégrées »<sup>16</sup> au libéralisme. Le neuvième chapitre revient à un domaine plus précis, celui de l'art. Selon Dufour, nous sommes parvenus à une conception égotique où sous prétexte de subversion, il ne s'agit que de l'expression de soi et d'où la dimension artistique a proprement disparu. Mais dans ce domaine comme dans les autres, « il faut de la loi. Il faut de la loi pour transgresser la loi. C'est cela la vraie subversion. »<sup>17</sup> Dufour dénonce ceux qui, au lieu de cette maîtrise « ne cessent de défoncer la porte ouverte par Duchamp »<sup>18</sup> et sa *Fontaine* et ne proposent que nullité, l'art contemporain

reposant sur une forme d'intimidation pointée du doigt par Baudrillard : « L'art contemporain joue de cette incertitude, de l'impossibilité d'un jugement de valeur esthétique fondé, et spéculé sur la culpabilité de ceux qui n'y comprennent rien, qui n'ont pas compris qu'il n'y avait rien à comprendre. »<sup>19</sup> Enfin dans un dixième et dernier chapitre, Dufour oppose Mandeville qui appelle à assouvir toutes les pulsions à Freud qui appelle à en censurer certaines. Sans doute les remarques de Dufour sont-elles largement pertinentes mais peut-on ramener le libéralisme à Mandeville ? Adam Smith par exemple ne dénonçait-il pas la sophistication au moyen de laquelle Mandeville « justifie sa conclusion favorite, selon laquelle les vices privés sont les avantages publics »<sup>20</sup> ? Certes Smith ne parviendra en définitive pas à s'arracher au paradoxe mandevillien que sa théorie de la main invisible avalise. Mais il n'en demeure pas moins que l'on peut considérer le recours quasi-exclusif à ce seul auteur comme problématique.<sup>21</sup>

La conclusion peut alors dénoncer une « ego-grégarité » commune à tous ces aspects d'un libéralisme qui dénie le réel et tend à l'illimitation. Ce libéralisme est véhiculé par toutes les franges de la société même celles qui s'y prétendent hostiles. Pour autant, Dufour ne condamne pas le libéralisme en lui-même : celui-ci n'est mauvais que dans ses excès et nécessite d'être régulé.

Si le livre paraît judicieux dans son appel à une régulation ou, pour le dire autrement, à une diététique des désirs, en revanche il soulève à mes yeux deux difficultés majeures. La première tient à la conception du libéralisme défini comme suit : « il consiste à libérer les activités humaines de tout bridage institutionnel. »<sup>22</sup> Cette identification du libéralisme à l'absence totale de règle n'est-elle pas caricaturale ? Car en réalité, le libéralisme n'est pas la loi de la jungle ; il y a des règles : celles de la libre concurrence. S'il n'est pas interdit d'amener son concurrent au suicide (cela est même encouragé), en revanche il est formellement interdit de l'assassiner. Un Etat minimum n'est pas une absence d'Etat même s'il y tend parfois. Ce n'est pas la même chose que de refuser toute régulation et de vouloir limiter le rôle de l'Etat, même s'il est vrai que les deux se recouvrent fréquemment. Ceci amène Dufour à des catégorisations parfois surprenantes. Ainsi par exemple Kant est embrigadé dans le rang des non-libéraux au motif qu'il insiste sur l'importance d'un idéal régulateur - ce que Dufour oppose à la dérégulation néo-libérale. Mais on peut tout autant considérer que Kant est un libéral par son insistance sur le formalisme<sup>23</sup> et le fait qu'il défend un point de vue déontologique et non téléologique (pour reprendre la formulation de Rawls). Telle est à mon sens la principale critique que l'on peut adresser au livre de Dufour. Néanmoins, elle ne me semble pas porter atteinte à l'essentiel de l'ouvrage car la plupart de ses

remarques demeurent encore parfaitement pertinentes. Le deuxième problème est celui que j'ai déjà évoqué ci-dessus qui consiste à identifier libéralisme et postmodernisme. Il est évidemment toujours possible d'affirmer que Bourdieu est un libéral qui s'ignore<sup>24</sup> et Boudon un combinard qui essaie de faire passer les tares du libéralisme pour les défauts de la postmodernité. Mais outre que ce genre d'allégations tend dangereusement à s'affranchir de falsificateurs potentiels, on ferait alors fi d'un certain nombre de considérations historiques : Vaugelas n'a ainsi pas attendu la novlangue libérale<sup>25</sup> pour déplorer un relâchement du langage. En fait, peut-être est-il exagéré de dire que le libéralisme conduise mécaniquement à toutes ces horreurs, en revanche, il est certain qu'il s'en accommode fort bien<sup>26</sup>. En définitive, Dufour me semble commettre ce qui relève de la faute tactique : car si nombre de ses critiques sont dans le fond justifiées et paraissent pertinentes, le caractère outrancier avec lequel elles sont formulées risque d'agacer et, du coup, de les rendre moins audibles. Dès lors, un tel livre qui aurait pu servir à une déconstruction utile de certains aspects du néo-libéralisme ne convaincra plus guère que les convaincus. Bref, on pourra y voir un pamphlet certes revigorant mais dont le caractère outrancier et insuffisamment démonstratif nuit à la validité du propos.

1. Dany-Robert Dufour, *Le Divin Marché*, Paris : Folio, 2012.
2. *Ibid.*, p. 30.
3. Bossuet, *Oraison funèbre de la reine d'Angleterre*.
4. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 31.
5. *Ibid.*, p. 50.
6. Par exemple dans *Le juste et le vrai*.
7. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 88.
8. François, Dermange, *Le Dieu du marché : éthique, économie et théologie dans l'œuvre de Smith*, Genève : Labor et Fides, 2003. Dermange y soutient qu'Adam Smith a tenté d'élaborer une théodicée afin de parvenir à concilier le droit naturel et le cours naturel des choses. Sa tentative a en définitive échoué et il en est venu à justifier le mal comme l'avait fait Mandeville avant lui. Cet échec impose de repenser une nouvelle forme de responsabilité.
9. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 186.
10. Rappelons que Hayek conclut *La route de la servitude* par un « culte de la spontanéité » (cf. Friedrich A. Hayek, *La route de la servitude*, Paris : P.U.F., 2005, p. 155).
11. Baruch Spinoza, *Traité des autorités théologique et politique*, chapitre 16.
12. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, pp. 288-289.
13. On se souvient que la femme d'un président de la République avait eu pour seul

commentaire après qu'un joueur français avait triché dans un match de football : « Pas vu, pas pris ».

14. Le sous-titre de *La fable des abeilles* est « les fripons devenus honnêtes gens ».
15. A cette occasion, on peut par exemple rappeler que Margaret Thatcher qui avait commencé par travailler comme chimiste chez le fabricant de glaces Lyons & Company est réputée y avoir développé une technique permettant de rajouter de l'air dans les crèmes glacées afin de gonfler artificiellement leur volume et de faire ainsi plus de profit sur le dos des consommateurs.
16. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 306.
17. *Ibid.*, p. 342.
18. *Ibid.*, p. 348.
19. Jean Baudrillard, *Le complot de l'art*, Paris : Sens & Tonka, 1997 cité dans Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 359.
20. Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, Paris : P.U.F., 2007, p. 415.
21. Outre Smith, on peut songer à Tocqueville contestant une prétendue harmonie entre intérêts privés et intérêt public ainsi que la réduction de l'économie à la seule économie marchande : « Ces gens-là croient suivre la doctrine de l'intérêt, mais ils ne s'en font qu'une idée grossière, et, pour mieux veiller à ce qu'ils nomment leurs affaires, ils négligent la principale qui est de rester maître d'eux-mêmes. » Dans *Les passions et les intérêts*, Albert O. Hirschman a bien montré combien la naissance de la notion d'intérêt s'était faite à la fois contre et à partir de celle de passion.
22. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 212.
23. Formalisme dont Hayek affirme qu'il constitue l'essence du libéralisme. Le grand reproche de la gauche à l'encontre du libéralisme tient d'ailleurs au caractère purement formel de son égalité ou de sa liberté par opposition à une égalité réelle ou à une liberté réelle qui serait autre chose que celle d'un poulailler libre face à un renard libre, bref que la liberté de se faire dévorer.
24. C'est un peu ce à quoi tend le dernier chapitre qui fait du marxisme un descendant direct du libéralisme.
25. On trouvera une analyse cinglante de cette dernière dans Eric Hazan, *LQR - La propagande au quotidien*, Paris : éditions Raisons d'agir, 2006.
26. Ce ne serait pas le premier cas d'une idéologie s'arrangeant de principes qui lui sont *a priori* étrangers voire contraires. On se souvient que Weber a montré que, bien qu'il soit né d'une critique du trafic des indulgences, le protestantisme a parfaitement su s'accommoder de l'esprit marchand du capitalisme. Quant au christianisme, il a parfaitement intégré le pouvoir temporel si étranger au christianisme primitif. De même le marxisme n'a conduit au goulag qu'au prix de



la double torsion bolchevique puis surtout stalinienne mais il a néanmoins su le justifier.